

Liberia/Près d'un mois après son élection L'idole des stades George Weah investi président

AFP
Monrovia/Liberia

Une cérémonie qui a réuni 35 000 personnes dans le stade Samuel Kanyon Doe. Parmi eux plusieurs chefs d'Etat dont le Gabonais Ali Bongo Ondimba.

LA légende du football George Weah est officiellement devenue président du Liberia hier en prêtant serment devant des milliers de partisans en liesse et de chefs d'Etat africains, première passation de pouvoirs entre deux présidents élus dans ce pays depuis 1944.

Lors de la cérémonie, dans le stade Samuel Kanyon Doe, une enceinte de 35 000 places bondée en périphérie de la capitale, le drapeau libérien a été abaissé puis hissé pour marquer la transition avec la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf, 79 ans, première femme élue chef d'Etat en Afrique en 2005, face à George Weah. Le nouveau chef de l'Etat, vêtu d'une tunique blanche, a prêté serment devant le président de la Cour suprême Francis Korkpor.

"J'ai passé beaucoup d'années de ma vie dans des stades, mais le sentiment que j'éprouve aujourd'hui est incomparable", a déclaré, entre les rugissements de la foule enthousiaste, l'ancien attaquant de Monaco, du Paris



Photo : AFP

George Weah revêtant les attributs de président. Transformation de l'économie et emploi des jeunes figurent parmi ses premiers défis.

SG et du Milan AC, 51 ans, seul Africain à avoir remporté le Ballon d'or, en 1995.

"Unis, nous sommes certains de réussir en tant que nation. Divisés, nous sommes certains d'échouer", a ajouté George Weah, qui est seulement, après Samuel Doe (1980-1990), le deuxième président de la plus ancienne république d'Afrique à ne pas appartenir à l'élite "américano-libérienne" descendant d'esclaves affranchis qui y domine la vie politique depuis 170 ans. Accompagné de son épouse Clar et de ses enfants, il a placé son mandat sous le signe de la lutte contre la corruption : "Nous devons y mettre fin. Nos fonctionnaires doivent avoir un salaire décent", a-t-il dit.

Il a également lancé un

appel au secteur privé, en assurant que "le Liberia est ouvert aux affaires".

Mme Sirleaf, qui ne pouvait plus se représenter après deux mandats, quitte le pouvoir en ayant réussi à maintenir la paix dans ce pays d'Afrique de l'Ouest ravagé par de terribles guerres civiles qui ont fait quelque 250 000 morts entre 1989 et 2003.

Mais son bilan économique et social est moins brillant et l'extrême pauvreté reste répandue dans le pays. Son dernier acte à la tête de l'Etat aura été la signature, vendredi soir, d'un décret contre les violences faites aux femmes, incluant une interdiction de l'excision, un texte retoqué par l'Assemblée nationale pour ne pas s'attirer les foudres de l'électorat le plus conservateur.

TRANSITION ECOURTEE•

L'influente sénatrice Jewel Howard-Taylor, élue vice-présidente et ex-épouse de l'ancien chef de guerre et président Charles Taylor (1997-2003), a également prêté serment.

Facile vainqueur du second tour face au vice-président sortant Joseph Boakai le 26 décembre, George Weah a été intronisé en présence notamment des chefs d'Etat sénégalais Macky Sall, gabonais Ali Bongo, sierra-léonais Ernest Bai Koroma et du footballeur vedette camerounais Samuel Eto'o.

Des files de plusieurs kilomètres de personnes chantant, dansant et agitant des drapeaux libériens s'étaient formées en direction du stade dès le début de la matinée.

"C'est un des jours les plus excitants de ma vie", a expliqué Benjamin Bee, un

étudiant de 21 ans venu au stade. "L'homme que je soutiens à présent, le président Weah, est une icône et c'est un exemple pour moi", a-t-il ajouté.

Beaucoup nourrissent l'espoir d'un véritable changement dans leur vie quotidienne, notamment en matière d'emploi et d'éducation.

"Tout l'espoir de ce peuple et de ce pays repose sur lui (Weah)", a déclaré Samuel Harmon, un marchand ambulant de 30 ans.

La période de transition a été considérablement raccourcie par la contestation des résultats du premier tour, le 10 octobre, qui a retardé de sept semaines la tenue du second.

La transformation d'une économie en récession et encore largement dépendante du caoutchouc et du minéral de fer et la réponse aux espoirs d'emplois des jeunes qui l'ont porté au pouvoir figurent parmi les premiers défis du nouveau président.

"Il devra soigneusement gérer les attentes : cette phase d'optimisme sera courte", prévient Elizabeth Donnelly, chercheuse au programme Afrique du centre de réflexion britannique Chatham House. Selon elle, George Weah "doit faire attention à ne pas trop promettre et s'assurer que les citoyens se sentent impliqués dans ses projets et leur mise en œuvre".

Centrafrique/Conflit

"Bérébéré", reddition d'un chef antibalaka

AFP
Bangui/Centrafrique

Il est notamment l'un des responsables de l'attaque de la ville de Bangassou par les antibalaka, le 13 mai, qui avait fait 76 morts selon l'Onu.

UN chef d'un groupe auto-proclamé d'"autodéfense" de Bangassou, ville de l'est de la Centrafrique, s'est rendu samedi à la mission de l'Onu dans le pays, la Minusca, a déclaré hier à l'AFP le porte-parole de la Minusca Vladimir Monteiro.

"Il se sentait en danger. Ça ne le dédouane pas d'éventuelles poursuites judiciaires", a expliqué M. Monteiro.

Le chef "Bérébéré" était l'un des chefs des antibalaka (milices dites "d'autodéfense" qui affrontent dans les localités environnantes des groupes armés rivaux, peuls ou promu-



Photo : AFP/L'Union

"Bérébéré" était l'un des chefs des antibalaka qui règnent en maîtres sur Bangassou qu'avait visitée en octobre dernier le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

sulmans) qui règnent en maître sur Bangassou depuis mai 2017.

D'intenses luttes de pouvoir interne pour le leadership se jouent à Bangassou entre les différents chefs antibalaka. Fin 2017, ils n'étaient plus que deux chefs, "Bérébéré" et "Pinopino", à contrôler les éléments antibalaka de la ville, après la mort ou la fuite d'autres, selon des sources concordantes.

"Général" autoproclamé,

"Bérébéré" est l'un des responsables de l'attaque de la ville par les antibalaka, le 13 mai, qui avait fait 76 morts selon l'Onu. La ville vit depuis lors sous leur coupe, au rythme des violences, des caprices de la soldatesque et des rivalités entre ses chefs.

La Minusca et quelques missionnaires sont les seuls étrangers qui restent à Bangassou, ville de 35 000 habitants, fronta-

lière de la RDCongo, après le départ de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) en novembre dernier, à la suite d'un braquage à main armée.

Ces mêmes Casques bleus - gabonais, marocains et sénégalais notamment - tentent aujourd'hui de prévenir l'attaque par les antibalaka d'environ 2 000 déplacés musulmans qui ont trouvé refuge dans un séminaire catholique car sous la menace perma-

nente des antibalaka.

Dimanche, des tirs ont été échangés autour du camp, selon une source onusienne. Des personnes non identifiées ont ouvert le feu en direction du camp, entraînant une réplique des Casques bleus.

"Bérébéré" est aussi, avec les autres chefs antibalaka de la ville, responsable des attaques dans la région contre les villes de Gambo, Kembe et les villages alentours, qui ont fait des dizaines de morts. Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, s'était rendu fin octobre à Bangassou, où neuf Casques bleus ont été tués entre mai et juillet.

Plus de 600 000 personnes sont déplacées en Centrafrique et 500 000 sont réfugiées dans des pays voisins. Environ 2,4 millions de Centrafricains, soit la moitié de la population, dépendent de l'aide internationale.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** L'ANC confirme discuter du départ de Zuma

Le parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), a confirmé hier avoir "discuté" lors d'une réunion de sa direction du départ anticipé du controversé président Jacob Zuma, sans lui fixer cependant de "date butoir".

• **RDCongo/Violences.** Trois civils tués par des rebelles ADF

Trois civils ont été tués dimanche par de présumés rebelles ougandais musulmans ADF dans l'est de la République démocratique du Congo où l'armée mène des opérations contre cette milice, a-t-on appris hier de sources concordantes.

A travers le monde

• **Espagne/Politique.** Puigdemont candidat à la présidence de la Catalogne

La candidature de l'indépendantiste Carles Puigdemont à la présidence de la Catalogne est désormais officielle, validée hier par le chef du Parlement régional malgré de nombreux obstacles juridiques et logistiques, et l'opposition de Madrid.

• **Etats-Unis-Israël/Diplomatie.** L'ambassade américaine à Jérusalem avant fin 2019

Le vice-président américain Mike Pence a annoncé hier sous un tonnerre d'applaudissements du Parlement israélien que l'ambassade des Etats-Unis ouvrirait à Jérusalem avant fin 2019, malgré la colère des Palestiniens et la réprobation internationale.

• **Proche-Orient/Conflit.** L'appel d'Abbas à l'UE



Photo : AFP

En froid avec l'administration Trump, le président palestinien Mahmoud Abbas a appelé hier à Bruxelles les 28 Etats membres de l'UE à reconnaître "rapidement" la Palestine comme un Etat indépendant.

• **Yémen/Conflit.** Neuf morts dans le sud-ouest

Des roquettes tirées par des rebelles Houthis ont tué hier neuf personnes, dont un journaliste, une femme et un enfant, dans la province de Taéz, au sud-ouest du Yémen, a déclaré un responsable gouvernemental.